

*Isabelle Pichon et Claire Denach,
enseignantes en REP +*



Créée en 1981 sous François Mitterrand, l'éducation prioritaire ciblait les établissements les plus en difficulté, abritant des élèves fragiles socialement et scolairement, afin de leur allouer plus de moyens. Mais au fil du temps, le dispositif s'est dilué. De plus en plus d'établissements y sont entrés sans que d'autres n'en sortent. Les derniers résultats PISA de l'OCDE, où la France est devenue la championne des inégalités scolaires, ont achevé de convaincre que le système n'était plus efficace.

Pour cette rentrée 2015, le SNUipp-FSU note que le ministère reprend quelques-unes de ses propositions : dotation de toutes les écoles du « plus de maîtres que de classes », développement de la scolarisation des moins de trois ans, plan ambitieux de formation initiale et continue alimenté par les travaux de la recherche, temps libéré pour déconnecter le temps élève et le temps enseignant, reconnaissance de l'engagement des enseignants par une revalorisation indemnitaire.

Les dimensions pédagogiques et la spécificité des conditions d'exercice du métier qui nécessitent plus qu'ailleurs de la relation aux familles, du travail en équipe, des collaborations éducatives commencent à être prises en compte. Ces mesures significatives vont dans le bon sens mais seront-elles concrètement et durablement mises en œuvre ? C'est tout l'enjeu. On sait bien que les relances annoncées depuis 30 ans n'ont jamais été menées à bout, laissant trop souvent les enseignants seuls et ce dans un contexte d'accroissement des inégalités et de recul de la mixité sociale.

Nous avons alors rencontré Isabelle Pichon, directrice de l'école maternelle «La Grenouillère» et Claire Daynach, enseignante maître formatrice à l'école élémentaire de la Pommeraie, deux écoles situées en REP+, sur les Hauts de Chambéry.

La mise en œuvre sur le terrain donne-t-elle raison aux belles ambitions du ministère ? Décryptage...

4

SNUipp-FSU 73 : Cela fait plusieurs années que vous enseignez dans ces écoles insérées au sein de quartiers populaires, avez-vous noté des évolutions de ces quartiers ? Les familles ont-elles de nouvelles attentes vis à vis de l'école ?

Claire Daynach : J'ai noté des changements plutôt positifs dans l'ensemble :

- moins de violence dans la cour de l'école en partie explicable par une pérennité de l'équipe enseignante et une meilleure cohésion dans la gestion des difficultés entre élèves et avec les familles

- un réaménagement du quartier avec la destruction de barres d'immeubles, la construction de logements nouveaux et l'aménagement plus convivial des abords de l'école (bancs). Ceci entraîne une petite mixité sociale et une implication de quelques parents nouveaux qui s'intéressent à la vie de l'école et se rencontrent à la sortie de l'école.

Isabelle Pichon : Je partage les constats de Claire.

Il est difficile dans le contexte politique actuel de parler des quartiers et de leurs évolutions. Cependant, en maternelle, les familles

montrent un grand intérêt pour l'école et la scolarité de leurs enfants. Même si nous devons encore travailler avec elles sur ses enjeux

SNUipp-FSU 73 : Une des mesures du ministère est l'allégement de service pour les enseignants de REP+, Cela va t-il dans le bon sens ?

Claire Daynach : Dans notre école et dans toutes les écoles de la REP +, des journées de formations des enseignants sont mises en place depuis cette année. Une équipe de 4 remplaçants tourne sur les écoles. Ce dispositif permet :

- de libérer des heures de concertation entre enseignants pour un travail d'équipe plus cohérent

- de se former dans des domaines particuliers, en fonction des besoins des enseignants formulés en début d'année

Il est positif mais insuffisant en terme de volume horaire de concertation, notamment pour travailler avec le maître surnuméraire.

Isabelle Pichon : Pour ma part, cela va dans le bon sens malgré les difficultés à mettre en marche un tel dispositif. Cette mesure répond à une demande formulée depuis longtemps par les enseignants.

C'est une première prise en compte des spécificités des conditions d'exercice du métier qui nécessitent plus qu'ailleurs de la relation aux familles, du travail en équipe, des collaborations éducatives avec des partenaires : AFEV, LIRE ET FAIRE LIRE, DIRED et de la formation avec l'équipe de circo : IEN, Conseillers pédagogiques et la coordonnatrice du réseau.

Les échanges de pratiques pour évoquer ce qui marche bien ou pas dans chacune des écoles, la mutualisation d'outils, la concrétisation de projet commun devraient gommer le sentiment de solitude parfois ressenti par les enseignants.

Je pense que cela ne marchera que si la brigade de remplaçants est augmentée, car pour cette année, seulement 4 TR remplacent les collègues et ça ne permet pas de réunir l'ensemble des collègues d'un même cycle ou d'une école, ça multiplie les interventions des formateurs... Il faudra faire un bilan pour certainement envisager d'autres fonctionnements, là on est au début de la mise en place du dispositif, donc on ne peut pas « juger », mais moi je suis plutôt « en mode optimiste » .

SNUipp-FSU 73 : Le nouveau projet REP+ prévoit la généralisation de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, où en êtes vous à ce propos ? Que pensez-vous de cette mesure ?

Claire Daynach : Je suis pour la scolarisation très tôt dans ces quartiers. On se fait souvent la remarque entre collègues : il manque à la majorité des enfants de notre quartier au moins 3 ans de maternelle pour manipuler, découvrir, sentir, vivre ensemble, parler. Ce sont ces 3 premières années de vie à la maison pendant lesquelles ils sont peu sollicités, peu baignés dans le langage.

Isabelle Pichon :

Cela fait maintenant plusieurs années que les 2 ans sont scolarisés sur le quartier. Je pense qu'il faut continuer, mais scolariser des 2 ans, c'est très particulier et cela n'est pas forcément compris de tous !

Je pense qu'il faudrait s'inspirer de ce qui se fait dans d'autres départements où l'Éducation Nationale et la mairie travaillent conjointement pour la scolarisation des 2 ans.

Il faut également fixer des priorités : limiter le nombre d'élèves (18 max), adapter les locaux à cet âge et investir dans du matériel pédagogique spécifique.

SNUipp-FSU 73 : Concernant le dispositif « plus de maîtres que de classes » étendu à tout le réseau, qu'en est-il sur les Hauts de Chambréry? Concrètement, qu'est-ce que cela apporte à vos élèves ?

Claire Daynach : Le maître surnuméraire chez nous était à 1/3 temps il y a 2 ans, à 1/2 temps l'année dernière, il est à plein temps

cette année. Nous pouvons maintenant réellement profiter de ce dispositif et commencer à remédier aux difficultés et anticiper le travail du maître supplémentaire.

Concrètement, après un ajustage chronophage avec chaque enseignant de chaque cycle, le dispositif a un grand intérêt pour les élèves et pour les enseignants. Il permet une meilleure prise en charge des difficultés des élèves grâce à un allègement des effectifs et à une organisation pédagogique diversifiée (travail à 2 sur le groupe classe, en 1/2 classe, ateliers différenciés avec 1 enseignant pour un groupe de besoin de 12 élèves environ dans chaque cycle). L'accent étant mis sur le cycle 2 en début d'année. Il facilite aussi l'évaluation des élèves en début d'année, dans des activités diverses et selon des modalités variées, pas seulement à l'écrit, en observant le comportement des élèves face au travail.

Isabelle Pichon :

En maternelle, malheureusement, nous n'avons pas le « fameux maître surnuméraire » pour nos élèves en très grandes difficultés notamment pour l'acquisition du langage.

Selon moi, il faudrait mettre « le paquet sur la maternelle » pour éviter à un trop grand nombre d'enfants d'être déjà dans « la peau de l'élève qui ne réussit pas » dès son entrée en élémentaire.

SNUipp-FSU 73 : Pour conclure, selon vous, quel est le besoin le plus urgent pour les écoles de ces quartiers ?

Claire Daynach : Il est urgent d'ouvrir ces quartiers, culturellement, socialement et de réconcilier les parents avec l'école. Cela ne peut se faire sans des choix municipaux adaptés au quartier.

La politique urbaine visant la mixité sociale semble être efficace même s'il est encore tôt pour en mesurer les effets.

Cependant, les mesures prises par la mairie sur le volet éducatif sont encore incohérentes et ne font pas cas des particularités du quartier :

- pas d'ateliers culturels proposés aux élèves dans les APC en lien avec l'allègement du temps de classe,

- pas d'harmonisation entre la mairie et les maisons de l'enfance qui proposent les mêmes activités récréatives, payantes de surcroît,

- de grosses difficultés pour les parents à comprendre et utiliser le nouveau système d'inscription de leurs enfants aux activités payantes des temps périscolaires,

- la fermeture du cinéma Le forum depuis la rentrée, les élèves bénéficiaient de la projection de 8 films par an en cycle 3, 3 en cycle 2 jusqu'alors.

Isabelle Pichon :

Pour les maternelles :

- réduire les effectifs à 20 élèves par classe et 18 maxi pour les 2 ans, affecter un maître surnuméraire et bénéficier d'un réseau d'aide complet pour la prise en charge des élèves en très grandes difficultés.

- une prise en compte de la part de la mairie de la spécificité du quartier classé en REP+.

**AVEC VOUS,
ON L'OUVRE!**



Le SNUipp-FSU
vous ouvre la voix.

